

## Célébration de la Journée de l'Europe

### Intervention de S.E. Mme Laura BAEZA Ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie

9 mai 2016

M. le Président de l'ARP,

M. le Ministre des Affaires étrangères

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Honorables Membres de l'Assemblée des représentants du peuple,

Excellences, mes collègues Ambassadeurs, Chefs de Missions

Diplomatiques et Consulaires, et Représentants d'Organisations

Internationales,

Monsieur le Directeur de la BEI, la banque de l'UE,

Mesdames et Messieurs les Représentants de la Société Civile,

Mes très chers collègues de la Délégation de l'Union européenne en Tunisie,

Mesdames et Messieurs,

\*\*\*\*\*

Je voudrais tout d'abord remercier chacune et chacun d'entre vous pour votre présence ce soir à l'occasion de la Journée de l'Europe.

Aujourd'hui, nous fêtons bien entendu l'anniversaire de la Déclaration prononcée le 9 mai 1950 par Robert Schuman, Ministre français des Affaires Etrangères, qui lançait la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, ancêtre de l'Union européenne.

Mais cette fête, en cette année où nous célébrons ensemble 40 ans de coopération, prend un relief singulier.

En effet, **il y a 40 ans, une dynamique de coopération entre la Tunisie et l'Union européenne était lancée.**

Revenir sur la richesse des années écoulées depuis 1976 m'apparaît impossible, tellement la relation entre l'Union européenne et la Tunisie est complexe et dense.

Je souhaite simplement constater qu'au fur et à mesure que l'Union européenne grandissait et que le monde hérité de la seconde guerre mondiale disparaissait, les liens entre l'Union européenne et les pays du Sud de la mer méditerranée, à commencer par la Tunisie, devenaient plus forts.

Si le rapprochement entre la Tunisie et l'UE est dans la réalité un processus continu qui reflète la proximité entre les peuples, vous remarquerez comme moi que, tous les 20 ans environ, un pas majeur est franchi : 1976, signature du premier accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la Tunisie.

En 1995, avec l'Accord d'Association, le dialogue politique est renforcé, ainsi que la libéralisation progressive des échanges.

Enfin, en 2015 nous avons lancé officiellement les négociations relatives à l'Accord de libre-échange complet et approfondi ou "ALECA".

Je sais que ce projet suscite des craintes. Voici quelle est notre ligne : **intégration au grand marché de l'UE oui, mais intégration progressive, asymétrique, maîtrisée et accompagnée dans le temps.**

L'ALECA doit être un outil pour l'intégration, et non l'inverse. Dans la vision des pères fondateurs de l'Europe, le marché est un **moyen** pour unir les européens, et non une fin en soi.

Au moment où nous constatons, ici comme ailleurs, que la pauvreté et la désocialisation nourrissent les rancœurs et la radicalisation, l'Union européenne, construite pour le progrès social et la paix, ne souhaite en aucun cas une Tunisie affaiblie, bien au contraire.

Ce n'est ni dans notre intérêt, ni dans notre philosophie, soyez en convaincus.

\*

Permettez-moi de dire à ce propos quelques mots sur **la solidarité exprimée par l'Union européenne vis-à-vis de la Tunisie durant les quarante dernières années.**

Evidemment, il est délicat de manipuler de tels montants, mais globalement, en **termes de dons**, de 1976 à 2015, l'aide de l'Union européenne s'élève à près de **2,9 milliards d'euros**. Seulement depuis 2011, un milliard d'€ en dons!

Car elle marque, depuis la révolution de janvier 2011, une accélération constante, reflet de notre ambition pour la Tunisie, reflet aussi de la transition politique, qui permet désormais de ne plus se cantonner aux questions économiques *stricto sensu*, mais bien d'accompagner le retour de l'Etat de droit et l'avènement d'une démocratie moderne, et de soutenir la société civile tunisienne, dont je salue l'énergie au service du changement.

Sur la même période, depuis 1976, les engagements pris par la Banque européenne d'investissement (BEI) s'élèvent à plus de 5,7 milliards d'euros. L'encours de projets actifs était de 3,7 milliards d'EUR en 2015.

En mobilisant sa banque, l'Union européenne a démontré l'importance qu'elle attachait aux défis de la modernisation économique, sans qu'il ne peut y avoir de développement social et humain.

Un mot rapide sur l'aide: si l'aide est financière, et si elle bat des records aujourd'hui en Tunisie, je tiens à souligner qu'elle n'est pas "que" financière: ce qui compte n'est pas seulement d'apporter une aide, mais de donner de l'espoir et du sens.

Et je pense tout particulièrement à la jeunesse tunisienne, mais aussi à la jeunesse du monde Arabe, et peut-être aussi à la jeunesse européenne, qui refuse le jeu politique de ses aînés. C'est contre un avenir bouché et une société figée, qu'elle s'est insurgée, à Tunis, au Caire, à Damas.

Mais la Tunisie a eu le discernement de prendre résolument le chemin de l'avenir et du dialogue, chemin de sagesse salué l'an dernier par le prix Nobel de la Paix.

\*

Excellences, mesdames et messieurs,

Pour conclure mon propos, une piste de réflexion et un appel autour d'une question simple : cinq ans après, que voyons-nous ?

Politiquement, une identité de valeurs avec l'Europe proclamée par une Constitution qui reprend globalement ceux de notre Charte des droits fondamentaux, et une démocratie pluraliste qui marie intelligemment l'héritage arabe, musulman et africain avec les concepts de la pensée grecque et latine, faisant une large place à l'éducation, à l'émancipation des femmes et au respect de l'individu.

Economiquement, le choix d'une intégration accrue avec l'UE grâce à l'ALECA, une solidarité financière européenne en forte croissance, l'ouverture à certains programmes communautaires... le chemin parcouru est impressionnant, et je crois que l'on peut dire sans se tromper que la Tunisie a fait **le choix de l'Europe**.

Assurément, **une nouvelle relation de grande proximité est en train de naître.**

Je quitte la Tunisie dans un moment où ses relations avec l'UE sont dans le moment le plus fort depuis 1976, et tout cet effort de rapprochement n'aurait jamais été possible sans la volonté collective des tunisiens pour aller dans ce sens.

Je tiens donc à vous remercier tous pour avoir contribué à ce rapprochement, car, au cours de ces quatre années en Tunisie, je n'ai trouvé que de la sympathie vis-à-vis de l'UE.

Et cette sympathie et bien évidemment réciproque, je peux affirmer sans me tromper, je crois, que autant moi que l'excellente équipe qui m'entoure au sein de la Délégation de l'UE, sommes devenus un peu tunisiens, car on ne peut pas réaliser un travail si énorme avec si peu de ressources humaines, que si on aime passionnément ce pays.

Je parle évidemment des expatriés, parce que nos collègues tunisiens n'ont fait que nous communiquer leur enthousiasme pour leur pays.

Mon appel sera, au moment où je quitte la Tunisie, pour considérer avec vous ce qu'a dû représenter, pour les européens de l'immédiate après-guerre, la déclaration Schuman : dans une Europe où se dessinait la guerre froide, la France, l'Allemagne et l'Italie nous montraient que les pires ennemis, au sortir d'affrontements fratricides, pouvaient se réconcilier et concevoir l'avenir ensemble.

En ce sens, cette déclaration brille par son optimisme, et dépasse les nations et le contexte qui l'a vu naître. Cet espoir du passé, faisons qu'il brille aujourd'hui, qu'il illumine les cœurs en Tunisie, dans l'Union européenne, et nous montre le chemin pour construire un espace de paix et de prospérité partagée.

Telle a été ma conviction, tout au long de ma carrière.

Merci de votre attention.